

DÉFI

14

Mobiliser le numérique au service d'une "démocratie écologique"

En synthèse

- ◇ Les *civic tech* au service des enjeux écologiques existent dans différents champs, qu'il s'agisse de faciliter la confrontation des arguments, améliorer la circulation de l'information ou renouveler les interactions avec les décideurs ;
- ◇ Pourtant, leur contribution à la transition écologique est encore peu visible : leur capacité à produire de l'empowerment est discutable, les modèles économiques restent souvent associés à de la vente de données et leur lien avec les acteurs "traditionnels" de la démocratie participative reste faible ;
- ◇ Les acteurs des *civic tech* doivent gagner en maturité, sortir d'une vision souvent encore trop techniciste et rationnelle au risque de produire des systèmes de décisions encore plus incompréhensibles. Elles devront pour cela travailler plus en profondeur sur une double littéracie, à la fois numérique et écologique.



1 L'enjeu : articuler les initiatives plutôt que les "techniciser"

Les "civic tech" ne résument pas le lien entre numérique et démocratie

L'utilisation du numérique au service de la participation démocratique s'est récemment vue catégoriser sous l'étiquette *civic tech*, que le chercheur Clément Mabi, définit comme "l'ensemble des outils numériques ayant pour ambition de transformer le fonctionnement de la démocratie, d'améliorer son efficacité et son organisation grâce à un renouvellement des formes d'engagement des citoyens"³⁰. Mabi propose une cartographie des promesses actuelles des *civic tech* selon deux axes : faire avec ou contre les institutions existantes, rendre plus fluides les processus actuels ou au contraire chercher la rupture ou la contre-proposition.

Dans l'ensemble, les acteurs des *civic tech*, notamment les entreprises qui

s'en réclament, sont aujourd'hui plus présents dans le champ de la coopération avec les institutions, essentiellement parce que c'est la condition de trouver un modèle éco-

nomique basé sur la vente de services (et souvent de données). Comme le soulignent les travaux de l'expédition Audacities de la Fing et l'Iddri, "les *civic tech* s'intègrent ainsi progressivement au 'marché de la participation', un écosystème d'acteurs qui s'est professionnalisé et institutionnalisé dans les dernières décennies." Audacities signale par ailleurs que "si les entrepreneurs de la *civic tech* constituent de nouveaux acteurs "tiers", qui portent une vision spécifique de la participation citoyenne et de l'utilité du numérique, ils ne sont pas les premiers à porter ces questions, ou à se positionner comme intermédiaires entre les pouvoirs publics et les citoyens."

Autrement dit, les outils démocratiques spécialisés qui s'appuient sur le numérique n'ont pas, pour l'instant, transformé le fonctionnement démocratique, y compris à l'échelle locale. Ils ne résument pas non plus les apports positifs (mobilisations citoyennes, "lanceurs d'alertes"...) ou négatifs (*fake news*...) de numérique à la démocratie.

L'écologie a besoin d'innovations démocratiques

De son côté, la transition écologique a visiblement besoin d'innovations démocratiques. La "*démocratie écologique*", que le sociologue Rémi Barbier définit comme "l'ensemble des dispositions prises pour réduire les inégalités écologiques et associer les parties prenantes à la gestion des enjeux environnementaux", fait en particulier face à trois défis :

- Δ Développer une "littéracie" commune aux acteurs sur les questions complexes liées à l'écologie ;
- Δ Parvenir à prendre et exécuter des décisions profondément transformatrices, non consensuelles, aux effets incertains, et qui engagent le long terme : on est clairement dans "le dur" des systèmes démocratiques ;
- Δ Développer les compétences ainsi que les capacités d'initiative et d'action des citoyens eux-mêmes, et pas seulement les dispositifs destinés à faciliter leur participation dans des cadres fixés au préalable par les institutions. Ainsi, le *civic lab de Grenoble* se définit comme "une fabrique ouverte à tous

pour créer la ville de demain"; le mouvement *Colibris* promeut les pratiques d'agriculture écologique, l'habitat participatif ou encore la consommation responsable.

Le numérique peut contribuer à un tel agenda, mais pas uniquement à l'aide de *civic tech* spécialisées :

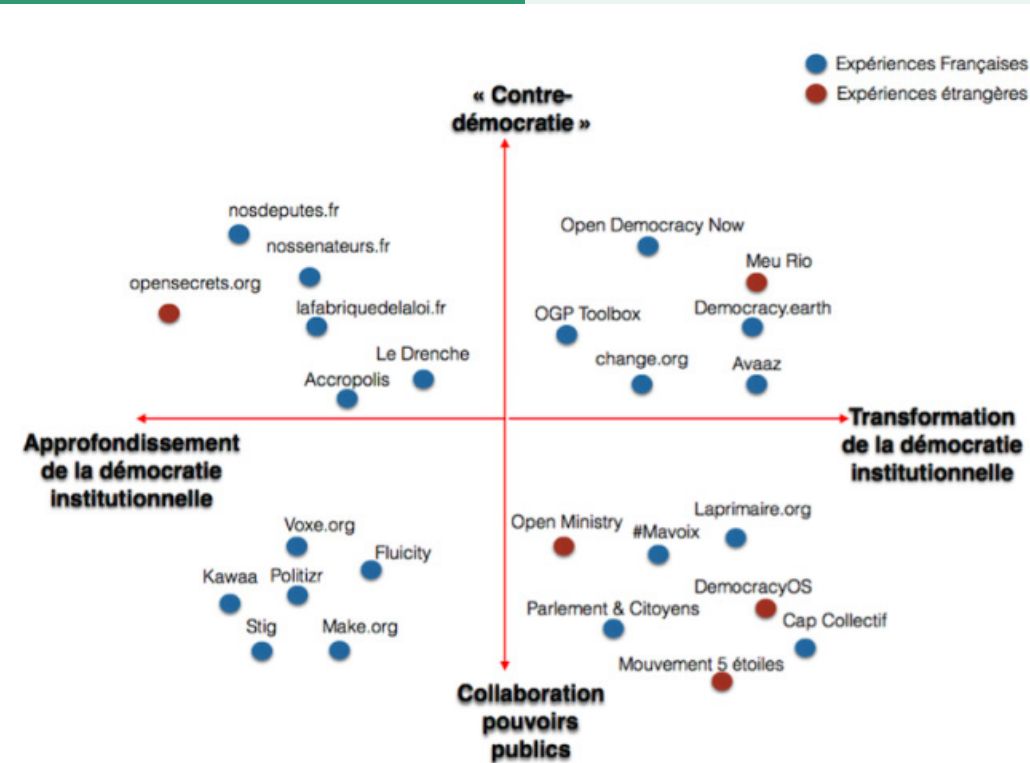
- Δ Mettre à disposition des données sur la biodiversité, l'énergie, la qualité de l'air, etc. (mouvement *open data*) ou (co-)produire de nouvelles données à l'image de l'application *NoiseCapture* développée par le CNRS et l'IFSTTAR pour cartographier l'environnement sonore à l'aide de capteurs "DIY" ;
- Δ Faciliter la relation entre collectivités et citoyens dans les consultations. *Fluicity* permet par exemple aux collectivités de poser aux citoyens des questions concrètes et directes sur la pollution liée à un projet d'aménagement. Des initiatives de budgets participatifs comme celles du département du Loiret dédiée aux parcs naturels du département ;



Δ Améliorer la circulation de l'information, faciliter la confrontation des arguments et outiller la prise décision collective, comme le proposent les outils développés par [Open Source Politics](#).

Ainsi, l'apport du numérique à l'émergence d'une "démocratie écologique" ne se limite pas aux *civic tech*. Il mobilise aussi des outils et des pratiques de partage de l'information, de mobilisation, de coproduction et de collaboration. Les acteurs de cette convergence possible entre démocratie numérique et écologique sont moins des entreprises spécialisées, que les associations ou encore, les acteurs de l'éducation (scolaire, populaire, culture scientifique et technique). C'est sans doute d'abord dans ce sens que les acteurs devraient s'engager.

CARTOGRAPHIE DES CIVIC TECH - CLÉMENT MABI, 2017





2 L'agenda de Transitions² pour une contribution du numérique à l'émergence d'une "démocratie écologique"

Acteurs, initiatives et réseaux déjà engagés à relever ce défi

Δ Les initiatives territoriales de débat public appuyés sur le numérique, comme [le grand débat sur la transition énergétique de Nantes Métropole](#) pour engager une feuille de route partagée et multi-acteurs. De nombreuses modalités ont été utilisées pour favoriser l'expression et la diversité du public. Une [analyse](#) de cette concertation a été publiée par le Cerema ;

Δ Les "[Infolabs](#)" citoyens, qui se définissent comme des "fab labs de la donnée" et sur lesquels s'appuient des collectivités comme le département de Gironde ou la ville de Grenoble ;

Δ Les travaux de recherche du [réseau](#)

DEL (Démocratie Électronique), du GIS "[Démocratie et participation](#)", de l'Iddri, les pistes de recherche du [projet ANR Capacity](#) sur le numérique et le pouvoir d'agir... ;

Δ Les programmes de recherche-action

de [la 27e région](#), "laboratoire de transformation publique" qui mixe des compétences issues du design et de la conception créative, des sciences sociales ou des pratiques amateurs (do it yourself, éducation populaire, etc.), pour ré-interroger les politiques publiques ;

Δ Les pistes pour "innover dans l'innovation" proposées par "Audacities" à destination des acteurs publics : afficher clairement les défis et les enjeux, dépasser l'expérimentation, documenter sa démarche, mettre en place des démarches d'évaluation...

Des actions collectives à engager ou poursuivre

Le défi concerne donc moins les *civic tech* en tant que telles, mais plutôt les formes de participation démocratique

Autres ressources :

- [Les civic tech](#), vecteurs de transition écologique et solidaire?, Explor'ables, à paraître en mars 2019
- [Les civic tech au service de la transition écologique et solidaire](#), rapport du Groupe d'Analyse d'Action Publique pour le mastère PAPDD, pour le compte du CGDD, 2017-201
- [Participation citoyenne : les civic tech dans la ville numérique réelle](#), cas d'étude du programme Audacities mené par la Fing et l'Iddri, 2018
- ["Une ville plus contributive et durable - Crowdsourcing urbain et participation citoyenne numérique"](#), Iddri, 2017
- ["Citoyen hackeur, enjeux politiques des civic tech"](#), Clément Mabi, La vie des idées, 2017
- [Civic tech : les innovations démocratiques en questions](#), Hubert Guillaud, internetactu.net, 2016
- [Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étape](#), Rémi Barbier et Corinne Larrue, 2011

à l'heure du numérique.

Pour gagner en maturité sur les questions écologiques, la communauté Transitions² pourrait :

Δ [Engager de nouveaux travaux de recherche sur la manière dont le numérique offre des alternatives](#) pour problématiser autrement des questions politiques en ligne, faire circuler les arguments, distribuer du pouvoir d'agir et créer des "environnements capacitants" qui le favorisent ;

Δ [Opérer le rapprochement entre les opérateurs de services civic tech](#),

[les acteurs historiques de la concertation et du débat public, ceux de l'éducation populaire et bien sûr, ceux qui portent les sujets écologiques ;](#)

Δ Engager les réseaux de la médiation numérique vers une double littératie : numérique (c'est leur "métier" de base) et écologique ;

Δ Continuer à créer des espaces pour fournir de la contre-expertise, à l'instar des nombreuses initiatives citoyennes de mesure de la qualité de l'air.³¹

31. Voir le défi n°5 de l'Agenda pour le Futur : "Le numérique au service de la qualité de l'air".